-REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work - Fatherland

MINISTERE DES FINANCES

AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET N° ..... AAMI/MINFI/CTB-C2D/STADE-C2D/2026 DU 20 OCT 2026 POUR LA SELECTION D'UN CABINET CHARGE DE REALISER L'AUDIT COMPTABLE ET FINANCIER DU PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DU MUSEE NATIONAL DE YAOUNDE (PADMUN) POUR LES EXERCICES 2026, 2027 ET CLOTURE

Le Ministre des Finances, Maître d'ouvrages du C2D-Pilotage, a reçu un financement du C2D, et a l'intention d'utiliser une partie du montant de celui-ci pour effectuer les paiements au titre de l'audit comptable et financier du Projet d'Appui au Développement du Musee National de Yaoundé (PADMUN) pour les exercices 2026, 2027 et clôture

Les Services du Candidat auront pour objet d'**exprimer une opinion professionnelle indépendante** sur la régularité, la sincérité et l'effectivité des états comptables et financiers et sur la conformité des opérations au-regard des règles et procédures applicables au PADMUN pour les exercices 2026, 2027, et clôture ce à chaque fin d'exercice.

La présente mission d'audit s'inscrit en droite ligne des exigences conventionnelles de suivi annuel des opérations financées par les concours C2D, et notamment celles figurant dans la convention n° CCM 1511 01 F (notamment article 3.2.e « Contrôle-Audit »). Cet audit sera réalisé en un premier exercice (2026) et un exercice successif (2027 et clôture).

Plus précisément, l'objectif de l'audit financier et comptable est de permettre d'exprimer une opinion professionnelle indépendante sur la situation financière du PADMUN et la conformité des opérations réalisées dans le cadre du projet, au regard :

- **Les états financiers** du Projet / Programme donnent une image fidèle, dans tous leurs aspects significatifs, des dépenses effectivement engagées et des recettes effectivement perçues pour le Projet / Programme au cours de la période couverte par l'audit ;
- **Les fonds alloués** au Projet / Programme sont, dans tous leurs aspects significatifs, utilisés conformément aux conditions contractuelles applicables ; les dépenses respectent les règles de bonne gestion financière, appréciées notamment au regard des critères d'éligibilité (cf. Annexe 1 – Nomenclature des constats et anomalies).
- **Les marchés** ont été passés conformément aux règles en vigueur et dans le respect des principes d'économie, d'efficacité, de transparence et d'équité[1]
- **Le système de contrôle interne** mis en place et utilisé par l'Entité afin de gérer les risques liés à la réalisation des objectifs du Projet / Programme a été conçu de façon adéquate et a fonctionné efficacement au cours de la période couverte par l'audit ;
- **Les marchés** ont été exécutés conformément aux prescriptions **techniques** et selon les normes prévues.

L'auditeur devra également formuler des recommandations sur les différents aspects de l'audit.

Par ailleurs, le périmètre de l'audit comprend toutes les dépenses réalisées au niveau de la Cellule de Coordination et de Suivi du projet.

Plus spécifiquement, l'audit consistent à :

- S'assurer que les fonds du Concours transférés sur les Comptes du Projet ont été utilisés conformément aux stipulations de la présente Convention, du manuel de procédure de l'Etablissement Payeur et du Manuel de Procédures du Projet pour le financement de Dépenses Eligibles ;
- S'assurer que les fonds du Concours ont été utilisés conformément aux orientations décidées par le Comité de Pilotage du projet et des instances du C2D ;
- S'assurer que le Code des marchés publics et les Directives de Passation de Marchés AFD ont été respectées ;
- Vérifier que l'information financière transmise aux instances de Pilotage du C2D est fiable, pertinente et utile

- Vérifier que tous les dossiers, comptes et écritures nécessaires ont été tenus au titre des différentes opérations relatives aux programmes ;
- Vérifier que les pièces justificatives et documents comptables pertinents se rapportant aux décaissements effectués sont disponibles ; et
- S'assurer que l'organisation et le système de contrôle interne permettent une bonne maîtrise des risques opérationnels et fiduciaires.

Pour l'audit de clôture, l'auditeur devra mener les diligences suivantes :

- Vérifier que la date limite de transfert des fonds du concours sur le compte dédié a été respectée ainsi que la date limite de la dernière demande de transfert ;
- Vérifier que la date limite d'utilisation des fonds du concours à partir du compte dédié du projet a été respectée ainsi que la date limite de soumission des dernières demandes de paiement – les dépenses payées après cette date seront ressorties ;
- S'assurer que les dépenses payées pendant la période de clôture correspondent bien à des travaux et services livrés et réceptionnés par le projet préalablement à leur paiement – les dépenses payées ou engagées pendant la période de clôture correspondant à des travaux et services livrés et réceptionnés après la date limite d'utilisation des fonds seront relevées ;
- Vérifier que les créances relatives au projet à la date de clôture sont justifiées et si des dispositions ont été prises pour leur reversement comme fonds non utilisés
- Vérifier l'existence d'une liste détaillée de tous les biens d'actif immobilisés acquis dans le cadre du projet et s'assurer que les dispositions ont été prises pour le transfert des biens dans le patrimoine de l'Etat (Gouvernement) en conformité avec les règles de gestion des finances publiques applicables aux projets financés par les Partenaires Techniques et Financiers externes ;
- Vérifier que toutes les dettes relatives au projet et éligibles au financement ont été payées et justifiées/ documentées ;
- Vérifier qu'après la date limite d'utilisation des fonds, des dispositions ont été prises pour le reversement des fonds non utilisés du compte dédié et la fermeture du compte dédié du projet ;
- Vérifier que tous les engagements donnés par le projet à la date de clôture de la période sont prévus dans les accords de financement ;
- Indiquer le solde théorique à reverser au Compte Bilatéral du C2D et joindre les historiques et relevés des comptes dument signés des autorités compétentes.

S'agissant du contexte du Projet, la République du Cameroun et l'Agence Française de Développement (AFD) ont signé le 26 juillet 2019, la convention d'affectation n° CCM 1511 01 F et de ses avenants d'un montant d'un milliard trois cent onze million neuf cent quatorze mille francs FCFA (1 311 914 000XAF) francs CFA, dans le cadre du 3e Contrat de Désendettement et Développement (C2D), pour la réalisation du Projet d'Appui au développement du Musée National de Yaoundé. La finalité du projet est d'accompagner la valorisation/préservation du patrimoine culturel du Musée National.

Dans cette perspective, une première phase réalisée entre 2020 et 2025 du projet pour un montant de 655 957 000 FCFA s'est articulé autour de trois axes :

- Réhabilitation du musée national et aménagement des espaces.
- Amélioration de la protection et de la valorisation des collections.
- Développement et mise en œuvre d'une politique scientifique et culturelle, dans le cadre d'une gouvernance renforcée.

La deuxième phase qui va débuter en décembre 2025 se terminera en décembre 2027 et son financement est également de 655 957 000 FCFA. S'agissant des réalisations attendues, elle se présente comme suit :

- Le réaménagement du Hall d'accueil, des salles Unité, Salle Photos, des réserves et l'aménagement d'une salle des objets rapatriés pour un cout budgétisé de 196 787 100 FCFA.
- L'assistance technique et l'assistance à maitrise d'ouvrage pour un cout de 391 606 329 FCFA.

De façon pratique, le projet s'articule comme suit :

La maîtrise d'ouvrage et le bénéficiaire du projet est la République du Cameroun, représentée par le Ministère des Arts et de la Culture. Le comité de pilotage, présidé par le Ministre des Arts et de la Culture, a été créé par la décision ministériel

n°144/CAB/MINAC du 12 Septembre 2019 et est notamment chargé de fixer les orientations du projet, de valider son plan de travail annuel budgétisé (PTAB), coordonner et suivre les interventions et actions de toutes les entités impliquées dans la mise en œuvre du programme, de prendre toutes les mesures nécessaires visant à faciliter aux plans administratif, juridique, technique et financier la mise en œuvre diligente du programme, enfin d'examiner les conclusions des rapports d'audit pour faire des recommandations en cas de nécessité.

La Cellule de Coordination et de Suivi du projet est abritée au niveau du Ministère des Arts et de la Culture. Elle travaille en étroite relations avec le groupe de travail ministériel. La CCSP dispose d'un manuel de procédures administratives, comptables et financières, soumis à avis de non-objection (ANO) de l'AFD, qui encadre l'ensemble des opérations de gestion réalisées au titre du projet.

Le circuit financier est conforme aux dispositions prévues pour les programmes du C2D. Par délégation du Ministre des Arts et de la Culture, la coordination du C2D-Culture est chargée d'ordonnancer les dépenses du Projet, dans la limite du budget annuel adopté par le comité de pilotage. La Caisse Autonome d'Amortissement (CAA), assure le rôle d'établissement payeur.

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet, le principal acteur clé mobilisé est l'opérateur d'assistance technique, recruté dans le cadre d'un marché, qui est chargé de mettre à disposition l'expertise court et long-terme requise. « Expertise France » est l'opérateur ainsi recruté, au travers un contrat de prestation de service qui sera signé au cours de l'année. Par ailleurs, les 3 marchés d'urgences à savoir la réhabilitation de l'étanchéité de la toiture du Musée, la mise à niveau du système électrique dans les réserves et la réfection des boiseries ont été réalisés.

Le montant consenti par l'AFD dans le cadre du projet de développement du Musée national est ventilé en composantes, tel qu'établi de manière indicative au niveau de la convention. L'exécution des dépenses y afférentes – et notamment l'allocation précise des ressources – découle des PTAB successifs, qui sont soumis au Comité de Pilotage et à la non-objection de l'AFD.

Phase 1

Plan de financement prévisionnel initial du PADMUN

Rubriques	Montant en FCFA	Montant en EURO
Accompagnement technique pour le développement du musée	426 372 050 XAF	650 000 €
Réalisation des travaux d'urgences (Provision)	163 989 250 XAF	250 000 €
Frais de gestion/pilotage	55 756 345 XAF	85 000 €
Divers et imprévus (1,5%)	9 839 355 XAF	15 000 €

Plan de financement prévisionnel modifié par l'avenant N°2 du PADMUN portant réallocation budgétaire et prorogation des délais jusqu'en mars 2025

Rubriques	Montant en FCFA	Montant en EURO
Accompagnement technique pour le développement du musée	427 683 964 XAF	652 000 €
Réalisation des travaux d'urgences (Provision)	120 040 131 XAF	183 000 €
Frais de gestion/pilotage	99 705 464 XAF	152 000 €
Divers et imprévus (1,5%)	8 527 441 XAF	13 000 €

Les décaissements se présentent comme suit :

Composantes	Montant alloué par la Convention (Avenant 2)	Montant en EURO	Total décaissement	Montant en EURO
Programme d'assistance technique	427 683 964 XAF	652 000 €	427 683 964 XAF	652 000 €
Réalisation des travaux d'urgence*	120 040 131 XAF	183 000 €	110 040 131 XAF	167 755 €
Gestion et pilotage du projet *	99 705 464 XAF	152 000 €	108 664 175 XAF	165 657€
Divers et imprévus	8 527 441 XAF	13 000 €	4 990 000 XAF	7 607 €
Total	**655 957 000 XAF**	**1 000 000 €**	**651 378 270 XAF**	**993 020 €**

Il est à noter que par le courrier N°2025/YAO/MCSL/JC/an/0277-25 donnant avis de non-objection sur la réallocation des reliquats, les reliquats de la ligne travaux d'urgence ont été réalloués à la ligne gestion et pilotage du projet.

Phase 2

Composantes	Montant en XAF	Montant en euros
Composante 1 : Assistance Technique et Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (Expertise France)	391 606 329	597 000
Composante 2 : Réalisation des travaux d'aménagements d'achats d'équipements	196 787 100	300 000
Composante 3 : Frais de gestion / pilotage	67 563 571	103 000
TOTAL	**655 957 000**	**1 000 000**

Le budget estimatif de la prestation est de FCFA 30 000 000 (trente millions).

Le Ministère des Finances invite les Candidats à manifester leur intérêt à fournir les Services décrits ci-dessus.

Cet Appel à Manifestations d'Intérêt s'adresse aux Cabinets d'Audit.

Les critères d'éligibilité à un financement de l'AFD sont spécifiés à l'Article 1.3 des "Directives pour la Passation des Marchés financés par l'AFD dans les États étrangers", disponibles en ligne sur le site internet de l'AFD : http://www.afd.fr.

Dossier de Candidature :

Les candidats intéressés par cet Appel à Manifestation d'Intérêt devront fournir minima :

- ✓ Une lettre de motivation dûment signée, datée ;
- ✓ La déclaration d'intégrité signée (Annexe 1 ci-joint et disponible dans les locaux du Maître d'Ouvrage et sur le site internet de l'AFD : http://www.afd.fr) ;
- ✓ L'accord de groupement ou la lettre d'intention de former un groupement et les pouvoirs du mandataire le cas échéant;
- ✓ Les pièces administratives (organigramme, attestation de conformité fiscale et attestation de non-exclusion des marchés publics)
- ✓ Les références. (Audit des projets réalisées en Afrique sub-saharienne et plus particulièrement au Cameroun).

N.B. :

a) **Pour être validée, chaque référence en prestation d'audit comptable et financier devra être justifiée par**

1. **la première et la dernière page du Contrat et tout autre page faisant ressortie le montant du contrat, le montant de financement du projet ;**
2. **la photocopie du procès-verbal de réception, ou du certificat de bonne fin délivrée par les services du Maître d'Ouvrage, ou de l'attestation de mainlevée de la caution de bonne fin,**
3. **la preuve d'audit des projets d'un montant total de financement similaire à celui du PADMUN.**

Pour chaque référence, les copies de la première et de la dernière page ainsi que la photocopie du procès-verbal de réception, ou du certificat de bonne fin ou de l'attestation de mainlevée de la caution de bonne fin devront être mis ensemble et séparé d'autres référence par des intercalaire en couleur.

b) **Une entité ne peut pas être membre de plus d'un groupement.**

Les Candidats ne peuvent soumettre qu'une seule candidature en leur nom propre ou en Groupement.

Si un Candidat (y compris le membre d'un Groupement) soumet ou participe à plusieurs candidatures, celles-ci seront éliminées. En revanche, un même Sous-traitant peut participer à plusieurs candidatures.

NB : Si le Candidat est constitué en Groupement, la Manifestation d'Intérêt doit inclure :

- ✓ **une copie de l'accord de Groupement conclu par l'ensemble de ses membres,**

ou

- ✓ **une lettre d'intention de constituer un Groupement, signée par tous ses membres et accompagnée d'une copie de projet d'accord de Groupement.**

En l'absence de ce document, les autres membres seront considérés comme Sous-traitants.

Les références et qualifications des Sous-traitants ne sont pas prises en compte dans l'évaluation des candidatures.

Les Candidats intéressés doivent produire les informations démontrant qu'ils sont qualifiés et expérimentés pour réaliser les présents Services. A ce titre, ils justifieront qu'ils possèdent **des** références de prestations récentes et similaires.

Le caractère similaire des références sera analysé en fonction :

- ✓ De l'ampleur des marchés ; Les candidats présenteront des références dans les prestations d'audit des projets ou programme publics d'un montant total de financement similaire à celui du PADMUN (650 millions), réalisées dans l'Afrique subsaharienne au cours des cinq dernières années ;
- ✓ De la nature des Services : Audit technique ou comptable ou financier
- ✓ Du domaine et de l'expertise technique : Les candidats présenteront des références en audit au sein desquelles ils ont mobilisé une équipe d'experts-auditeurs et préciseront l'articulation en matière de mobilisation des différents profils d'experts mobilisés (précisions sur le poste occupé et le rôle joué dans la mission) ;
- ✓ Du contexte géographique : les candidats présenteront des références en Afrique subsaharienne, les références de mission au Cameroun seront particulièrement appréciées.

La langue utilisée dans le cadre de ces prestations peut être en langue anglaise ou en langue française.

Le *Ministre des Finances* dressera une liste restreinte de six (6) Candidats maximum, présélectionnés sur la base des candidatures reçues, auxquels il adressera la Demande de Propositions pour la réalisation des Services requis.

Les Manifestations d'Intérêt rédigés en français ou en anglais seront déposés en quatre (04) copies dont (01) original et trois (03) copies marquées comme tels (« copie ») sous pli fermé et scellé au STADE-C2D s/c du Ministère des Finances sis à Nlongkak face OMS au RDC de l'immeuble OYILI, au plus tard le 04 DEC 2026 à 15 heures. Le dossier de candidature comportera également une version numérique de l'offre, déposée sur une clé USB ou un CD-rom. Les dossiers de candidature devront porter la mention suivante :

AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET N° 00005/AAMI/MINFI/CTB-C2D/STADE-C2D/2026 DU 28 OCT 2026 POUR LA SELECTION D'UN CABINET CHARGE DE REALISER L'AUDIT COMPTABLE ET FINANCIER DU PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DU MUSEE NATIONAL DE YAOUNDE (PADMUN) POUR LES EXERCICES 2026, 2027 ET CLOTURE

« NB : A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement ».

Les Candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse et aux horaires mentionnées ci-dessous : Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Ministère des Finances – STADE- C2D, sis à Nlongkak face Ancien OMS au RDC de l'immeuble OYILI, BP : 33232 Yaoundé, Tél. : (237) 22 20 30 58, Email : minfi_ctb_stadec2d@yahoo.com.

Yaoundé, le 28 OCT 2026

LE MINISTRE DES FINANCES

MAITRE D'OUVRAGE DU C2D PILOTAGE

Louis Paul MOTAZE

Ampliations :

- SOPECAM (pour publication)
- ARMP (pour publication)
- DG MARKET (pour publication)
- MINFI
- CHRONO
- ARCHIVES
- AFFICHAGE

Annexe à la Manifestation d'Intérêt

(A fournir signée avec la candidature, sans modification du texte)

Déclaration d'intégrité, d'éligibilité et de responsabilité environnementale et sociale

Intitulé de l'offre/de la proposition/du Marché signé[1] _____(le "**Marché**")

A : _____ (le "**Maître d'Ouvrage**")

1. Nous reconnaissons et acceptons que l'Agence Française de Développement (l'"**AFD**") ne finance les projets du Maître d'Ouvrage qu'à ses propres conditions qui sont déterminées par la Convention de Financement qui la lie directement ou indirectement au Maître d'Ouvrage. Le Maître d'Ouvrage conserve la responsabilité exclusive de la préparation et de la mise en œuvre du processus de passation du Marché et de son exécution. En conséquence, il ne peut exister de lien de droit entre l'AFD et notre entreprise, notre groupement, et nos sous-traitants. Selon qu'il s'agit d'un Marché de travaux, de fournitures, d'équipements, de prestations intellectuelles (consultants) ou d'autres prestations de services, le Maître d'Ouvrage peut également être dénommé Client, Entrepreneur ou Acheteur.

2. Nous attestons que ni nous, ni quiconque agissant en notre nom[2], ni l'un des membres de notre groupement, ni l'un de nos sous-traitants, ne sommes dans l'un des cas suivants :

   2.1 Être en état ou avoir fait l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire, de sauvegarde, de cessation d'activité, ou être dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature ;

   2.2 Avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une sanction administrative définitive, d'une condamnation définitive prononcée par une autorité compétente, ou de toute autre résolution hors procès[3] ayant notamment un effet extinctif de l'action publique, soit (i) dans le pays dans lequel nous sommes établis, (ii) dans le pays de réalisation du Marché, (iii) dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché financé par l'AFD, (iv) prononcée par une institution de l'Union européenne ou (v) prononcée par une autorité compétente en France, pour :

      a) des faits de Pratiques prohibées, telles que définies à l'article 6.1 ci-après, ou pour tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché (dans l'hypothèse d'une telle sanction, condamnation, ou résolution hors procès, nous disposons de la possibilité de joindre à la présente Déclaration d'Intégrité des informations complémentaires, tel un programme de conformité, pour justifier que nous (ou la personne agissant en notre nom, le membre de notre groupement, ou notre sous-traitant) considérons que la sanction, condamnation ou résolution n'est pas pertinente dans le cadre du Marché, le cas échéant) ;

      b) des faits de participation à une organisation criminelle, d'infractions terroristes ou liées à des activités terroristes, de travail des enfants, ou autres infractions liées à la traite des êtres humains ;

      c) avoir créé une entité dans une juridiction différente dans l'intention de se soustraire à des obligations fiscales, sociales ou à toute autre obligation légale applicable sur le territoire où se trouve son siège statutaire, son administration centrale ou son principal établissement ou (ii) pour le fait d'être une entité créée dans l'intention de se soustraire à de telles obligations ;

   2.3 Avoir fait l'objet d'une résiliation prononcée à ses torts exclusifs au cours des cinq dernières années du fait d'un manquement grave ou persistant à ses obligations contractuelles lors de l'exécution d'un marché, sous réserve que cette résiliation n'ait pas fait l'objet d'une contestation de sa part qui soit en cours de traitement ou qui ait donné lieu à une décision de justice infirmant la résiliation à ses torts exclusifs ;

   2.4 Faire l'objet d'une mesure d'inéligibilité prise par une des banques multilatérales de développement signataires de l'accord de reconnaissance mutuelle du 9 avril 2010[4] (dans l'hypothèse d'une telle mesure d'inéligibilité, nous pouvons joindre à la présente Déclaration d'Intégrité les informations complémentaires qui permettraient de considérer que cette mesure d'inéligibilité n'est pas pertinente dans le cadre du Marché), le cas échéant ;

   2.5 N'avoir pas rempli nos obligations relatives au paiement de ses impôts ou des cotisations sociales selon les dispositions légales de notre pays d'établissement, ou celles du pays du Maître d'Ouvrage ;

---

1 Pour le cas d'un marché déjà signé à refinancer.

2 Dirigeants (incluant notamment toute personne membre de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance ou qui possède des pouvoirs de représentation, de décision ou de contrôle), employés ou agents (qu'ils soient déclarés ou non).

3 Dont notamment les Convention Judiciaire d'Intérêt Public (CJIP), décision faisant suite à une Comparution sur Reconnaissance Préalable de Culpabilité (CRPC), accord de résolution négociée ou toute autre forme similaire de transaction mettant un terme aux poursuites.

4 Banque Mondiale, Banque Interaméricaine de Développement, Banque Africaine de Développement, Banque Asiatique de Développement et Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement.

2.6 Avoir produit de faux documents ou s'être rendu coupable de fausse(s) déclaration(s) en fournissant les renseignements exigés par le Maître d'Ouvrage dans le cadre du présent processus de passation et d'attribution du Marché.

3. Nous attestons que ni nous, ni quiconque agissant en notre nom[2], ni l'un des membres de notre groupement, ni l'un de nos sous-traitants, ni nos actionnaires directs ou indirects, ni nos filiales, agissant avec notre connaissance ou consentement :

   1. n'est directement ou indirectement visé, contrôlé par une personne ou une entité visée, ou agit au nom ou pour le compte d'une personne ou entité visée par des mesures de sanctions individuelles adoptées par les Nations Unies, l'Union européenne et/ou la France ;
   2. n'est directement ou indirectement visé, contrôlé par une personne ou une entité visée, ou agit au nom ou pour le compte d'une personne ou entité visée par des mesures de sanctions sectorielles adoptées par les Nations Unies, l'Union européenne et/ou la France ;
   3. n'est inéligible pour la réalisation du projet en raison de toute autre mesure de sanctions internationales prononcée par les Nations Unies, l'Union européenne ou la France.

4. Nous attestons que ni nous, ni quiconque agissant en notre nom[2], ni l'un des membres de notre groupement, ni l'un de nos sous-traitants, ne sommes [ni n'avons été *(en cas de refinancement d'un marché déjà attribué)*] dans l'une des situations de conflit d'intérêt suivantes :

   4.1 Etre un actionnaire contrôlant le Maître d'Ouvrage ou filiale contrôlée par le Maître d'Ouvrage, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance de l'AFD et résolu à sa satisfaction ;

   4.2 Avoir des relations d'affaires ou familiales avec un membre des services du Maître d'Ouvrage impliqué dans le processus de passation du Marché ou la supervision du Marché en résultant, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance de l'AFD et résolu à sa satisfaction ;

   4.3 Contrôler ou être contrôlé par un autre candidat, soumissionnaire ou consultant, être placé sous le contrôle de la même entreprise qu'un autre candidat, soumissionnaire ou consultant, recevoir d'un autre candidat, soumissionnaire ou consultant ou attribuer à un autre candidat, soumissionnaire ou consultant directement ou indirectement des subventions, avoir le même représentant légal qu'un autre candidat, soumissionnaire ou consultant, entretenir directement ou indirectement des contacts avec un autre candidat, soumissionnaire ou consultant nous permettant (i) d'avoir donné, et/ou de donner accès à des informations contenues dans nos candidatures, offres ou propositions respectives de nature à fausser le jeu de la concurrence, (ii) de les influencer, ou (iii) d'influencer les décisions du Maître d'Ouvrage ;

   4.4 Être engagé pour une mission de prestations intellectuelles qui, par sa nature, est ou pourrait être incompatible avec la mission envisagée pour le compte du Maître d'Ouvrage ;

   4.5 Avoir préparé soi-même, être ou avoir été associé à une personne physique ou morale qui a préparé des spécifications, termes de références et autres documents qui ont été utilisés dans le cadre de la procédure de passation du présent Marché, et qui contiennent des dispositions de nature à favoriser une candidature, offre ou proposition ;

   4.6 Avoir accès ou eu accès, avoir préparé soi-même, être ou avoir été associé à une personne physique ou morale qui a accès, eu accès, ou préparé des spécifications, plans, calculs, études et autres documents qui n'ont pas été communiqués à l'ensemble des candidats, soumissionnaires ou consultants dans le cadre de la présente passation de Marché, et qui confèrent ainsi un avantage compétitif indû ;

   4.7 Dans le cas d'une procédure ayant pour objet la passation d'un Marché de travaux, équipements ou fournitures, être soi-même recruté, ou devoir l'être (ou que l'une des entreprises auxquelles nous sommes affiliées le soit, ou doive l'être), pour effectuer la supervision ou le contrôle des prestations dans le cadre du Marché.

5. Si nous sommes un établissement public ou une entreprise publique, pour participer à une procédure de mise en concurrence, nous certifions que nous jouissons d'une autonomie juridique et financière et que nous sommes gérés selon les règles du droit commercial.

6. Dans le cadre de la passation et de l'exécution du Marché :

   6.1 Ni nous, ni quiconque agissant en notre nom[2], ni l'un des membres de notre groupement, ni l'un de nos sous-traitants, n'avons commis ni ne commettrons de Pratique prohibée telle que définie dans le document intitulé "Politique générale du groupe AFD en matière de prévention et de lutte contre les Pratiques prohibées", disponible sur le site Internet de l'AFD[5].

   6.2 Ni nous, ni quiconque agissant en notre nom[2], ni l'un des membres de notre groupement, ni l'un de nos sous-traitants, n'allons acquérir ou fournir [n'avons acquis ou fourni *(en cas de refinancement d'un marché déjà attribué)*] de matériel ni intervenir [ne sommes intervenus *(en cas de refinancement d'un marché déjà attribué)*] dans des secteurs sous embargo des Nations Unies, de l'Union européenne ou de la France.

---

[5] A titre informatif, cette politique est accessible via le lien suivant : https://www.afd.fr/fr/lutte-contre-la-corruption

7. Nous nous engageons à, et nous nous engageons à ce que quiconque agissant en notre nom[2], tout membre de notre groupement, tout sous-traitant s'engage à :

   7.1 respecter les normes environnementales reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions internationales pour la protection de l'environnement, et notamment à prendre toutes les mesures raisonnables pour éviter ou limiter les effets négatifs sur la végétation, la biodiversité, les sols, les nappes d'eau souterraine et superficielles, et sur les personnes et biens, résultant de la pollution, bruit, vibrations, trafic et autres effets résultant de nos activités, en cohérence avec les lois et réglementations applicables dans le pays de réalisation du Marché.

   7.2 mettre en œuvre les mesures d'atténuation des risques environnementaux et sociaux lorsqu'elles sont indiquées dans le plan de gestion environnementale et sociale fourni par le Maître d'Ouvrage, et à ce que les émissions, les rejets en surface et les effluents produits par nos activités respectent les limites, les spécifications ou les prescriptions applicables au Marché.

   7.3 respecter les droits des travailleurs relatifs aux salaires, horaires de travail, repos et vacances, heures supplémentaires, âge minimum, paiements réguliers, compensations et bénéfices conformément aux normes reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l'organisation internationale du Travail (OIT), en cohérence avec les lois et réglementations applicables au pays de réalisation du Marché ; indiquer ces éléments dans un document annexé aux contrats de travail de nos employés et à la disposition du Maître d'Ouvrage ; et respecter et faciliter les droits des travailleurs pour s'organiser et mettre en place un mécanisme de gestion des plaintes pour les travailleurs directs ou indirects.

   7.4 mettre en place des pratiques de non-discrimination et d'égalité d'opportunités, et à assurer l'interdiction du travail des enfants et du travail forcé.

   7.5 maintenir un dossier pour chaque membre du personnel local consignant les heures travaillées par chaque personne, le type de travail, les salaires payés et les formations suivies, et à ce que ces dossiers soient disponibles en tout temps afin qu'ils puissent être examinés par le Maître d'Ouvrage et les représentants autorisés du gouvernement, dans le respect des lois et réglementations applicables à la protection des données personnelles dans le pays de réalisation du Marché.

8. Nous-mêmes, quiconque agissant en notre nom[2], les membres de notre groupement, nos sous-traitants, nos actionnaires directs ou indirects, et nos filiales, autorisons l'AFD à mener des investigations, et notamment à examiner les documents et pièces comptables relatifs à la passation et à l'exécution du Marché, y compris, mais sans s'y limiter, nos processus et procédures internes liés au respect des sanctions internationales prononcées par les Nations Unies, l'Union européenne et/ou la France, et de les faire vérifier par des auditeurs désignés par l'AFD.

9. Nous déclarons que nous avons payé, ou que nous paierons, des commissions, avantages, honoraires, gratifications ou frais en rapport avec la procédure de passation du Marché ou de l'exécution du Marché au profit de la/des tierce(s) personne(s) suivante(s) (comme par exemple un intermédiaire/agent)(*) :

Nom du bénéficiaire	Coordonnées	Motif	Montant (Préciser la devise)

(*) : Si aucune somme n'a été payée ou ne doit être payée, indiquer "Aucune".

10. Nous nous engageons à communiquer sans délai au Maître d'Ouvrage, qui en informera l'AFD, tout changement de situation au regard des points qui précèdent, y compris en cas de toute mesure de sanction ou d'embargo adoptée par les Nations Unies, l'Union européenne et/ou la France intervenu suite à notre signature de la présente Déclaration.

Nom : _____ En tant que : _____

Dûment habilité à signer pour et au nom de[6] : _____

Signature : _____

En date du : _____

[6] En cas de groupement, inscrire le nom du groupement. La personne signant l'offre, la proposition ou la candidature au nom du soumissionnaire, du consultant ou du candidat joindra à celle-ci le pouvoir qui lui est confié par ledit soumissionnaire, consultant ou candidat.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work - Fatherland

MINISTRY OF FINANCE

NOTICE OF CALL FOR THE EXPRESSION OF INTEREST

N°----------/AAMI/MINFI/CTB-C2D/STADE-C2D/ 2025 OF ---------- FOR THE SELECTION OF A FIRM TO CONDUCT THE ACCOUNTING AND FINANCIAL AUDIT OF THE PROJECT TO SUPPORT THE DEVELOPMENT OF THE NATIONAL MUSEUM OF YAOUNDE (PADMUN) FOR THE 2026 AND 2027 FISCAL YEARS, AND FOR THE PROJECT CLOSURE

The Minister of Finance, acting as the Contracting Authority for the C2D-Pilotage unit, has received funding from the C2D and intends to use a portion of these funds to make payments for technical, accounting, and financial audits of the Project to support the Development of the National Museum of Yaounde (PADMUN) for the 2026 and 2027 fiscal years, and for the project closure.

The services to be provided by the candidate shall consist of expressing an independent professional opinion on the regularity, fairness, and validity of the accounting and financial statements, as well as on the compliance of operations with the rules and procedures applicable to PADMUN, for the 2026 and 2027 financial years and for the project closure, to be conducted at the end of each respective period.

This audit engagement is directly aligned with the contractual requirements for the annual monitoring of operations financed through C2D (Debt Reduction-Development Contract) funding, specifically those set out in Agreement No. CCM 1511 01 F (notably Article 3.2.e, "Control-Audit"). The audit will be structured in the first phase (2026) and a successive phase (2027 and project closure).

More specifically, the objective of the financial and accounting audit is to provide an independent professional opinion on the financial position of PADMUN and the compliance of the operations carried out under the project, with regard to:

The financial statements of the Project/Programme provide a true and fair view, in all material respects, of the expenditures actually incurred and the revenues actually received for the Project/Programme during the period covered by the audit;

- **Funds allocated** to the Project/Programme have been used, in all material respects, in accordance with the applicable contractual terms and conditions; expenditures comply with the principles of sound financial management, assessed in particular against eligibility criteria (see Annex 1 – Classification of findings and irregularities);
- **Procurement processes** have been conducted in accordance with the rules in force and in compliance with the principles of economy, efficiency, transparency, and fairness;
- **The internal control system** established and used by the Entity to manage risks related to the achievement of the Project/Programme objectives was adequately designed and operated effectively during the period covered by the audit;
- **Contracts** have been executed in accordance with technical specifications and the prescribed standards.

The auditor shall also provide recommendations regarding the various aspects of the audit.

Furthermore, the scope of the audit includes all expenditures incurred by the Project Coordination and Monitoring Unit.

More specifically, the audit consists of:

- Ensuring that the contribution funds transferred to the Project accounts have been used in accordance with the provisions of this Agreement, the Paying Entity's procedures manual, and the Project Procedures Manual for the financing of Eligible Expenditures;
- Ensuring that the contribution funds have been used in accordance with the guidelines established by the Project Steering Committee and the C2D governing bodies;
- Ensuring that the Public Procurement Code and the AFD Procurement Guidelines have been complied with;
- Verifying that the financial information provided to the C2D steering bodies is reliable, relevant, and useful;

- Verifying that all necessary records, accounts, and entries have been maintained for the various operations related to the programs;
- Verifying that the relevant supporting documents and accounting records pertaining to the disbursements made are available; and
- Ensuring that the organization and the internal control system allow for the effective management of operational and fiduciary risks.

For the closing audit, the auditor must carry out the following procedures:

- Verify compliance with the deadline for transferring grant funds to the dedicated account and the deadline for the final transfer request;
- Verify compliance with the deadline for utilizing grant funds from the project's dedicated account and the deadline for submitting final payment requests—expenditures paid after this date must be identified;
- Ensure that expenditures paid during the closing period correspond to works and services delivered to and accepted by the project prior to payment—expenditures paid or committed during the closing period corresponding to works and services delivered and accepted after the fund utilization deadline must be noted;
- Verify that project-related receivables at the closing date are substantiated and that arrangements have been made for their remittance as unused funds;
- Verify the existence of a detailed list of all fixed assets acquired under the project and ensure that arrangements have been made to transfer these assets to State (Government) ownership, in accordance with public finance management rules applicable to projects funded by external Technical and Financial Partners;
- Verify that all project-related debts eligible for funding have been paid and substantiated/documented;
- Verify that, following the fund utilization deadline, arrangements were made to remit unused funds from the dedicated account and to close the project's dedicated account;
- Verify that all commitments made by the project as of the period closing date are provided for in the financing agreements;
- Indicate the theoretical balance to be remitted to the C2D bilateral account.

Regarding the project context, the Republic of Cameroon and the French Development Agency (AFD) signed allocation agreement no. CCM 1511 01 F—along with its subsequent amendments—on July 26, 2019. The agreement, valued at one billion three hundred eleven million nine hundred fourteen thousand CFA francs (1,311,914,000 XAF), was established under the third Debt Reduction and Development Contract (C2D) to support the development of the National Museum of Yaoundé. The project's ultimate goal is to foster the preservation and promotion of the National Museum's cultural heritage.

In this regard, the first phase of the project, implemented between 2020 and 2025 with a budget of 655,957,000 CFA francs, focused on three key areas:

- Rehabilitation of the National Museum and the arrangement of its spaces.
- Improvement of the protection and promotion of the museum's collections.
- Development and implementation of a scientific and cultural policy, supported by strengthened governance.

The second phase is scheduled to begin in December 2025 and will conclude in December 2027, with a budget of 655,957,000 CFA francs. The expected deliverables for this phase are as follows:

- Redesign of the entrance hall, the "Unity" gallery, the photography gallery, and the storage areas, as well as the creation of a dedicated space for repatriated artifacts, with a budgeted cost of 196,787,100 CFA francs.
- Technical assistance and project management support, at a cost of 391,606,329 CFA francs.

In practical terms, the project is structured as follows:

The project owner and beneficiary is the Republic of Cameroon, represented by the Ministry of Arts and Culture. The steering committee, chaired by the Minister of Arts and Culture, was established by Ministerial Decision No. 144/CAB/MINAC of September 12, 2019. Its responsibilities include, among other things: setting the project's strategic direction; validating the annual budgeted work plan (ABWP); coordinating and monitoring the interventions and actions of all entities involved in the

program's implementation; taking all necessary administrative, legal, technical, and financial measures to facilitate the diligent execution of the program; and reviewing the findings of audit reports to provide recommendations where necessary.

The Project Coordination and Monitoring Unit (CCSP) is housed within the Ministry of Arts and Culture and works in close collaboration with the ministerial working group. The CCSP operates according to a manual of administrative, accounting, and financial procedures—which has received a "no-objection" opinion (NOO) from the AFD—that governs all management operations carried out under the project.

The financial mechanism complies with the provisions established for C2D programs. By delegation from the Minister of Arts and Culture, the C2D-Culture coordination unit is responsible for authorizing project expenditures, within the limits of the annual budget approved by the Steering Committee. The Autonomous Sinking Fund (Caisse Autonome d'Amortissement – CAA) serves as the paying agent.

In the context of project implementation, the primary key stakeholder is the technical assistance provider—recruited through a procurement process—who is tasked with supplying the necessary short- and long-term expertise. "Expertise France" has been selected for this role, under a service contract to be signed during the year. Furthermore, three emergency contracts have been completed: the restoration of the museum's roof waterproofing, the upgrading of the electrical system in the storage areas, and the repair of the woodwork.

The funding provided by the AFD for the National Museum development project is broken down into components, as indicatively outlined in the agreement. The execution of related expenditures—specifically the precise allocation of resources—is governed by successive Annual Work Plans and Budgets (PTABs), which are subject to approval by the Steering Committee and a "no-objection" from the AFD.

Phase 1

Initial projected financing plan for PADMUN

Designation	Amount in FCFA	Amount in EURO
Technical support for museum development	426 372 050 XAF	650 000 €
Execution of emergency works (Provisional sum)	163 989 250 XAF	250 000 €
Management/coordination costs	55 756 345 XAF	85 000 €
Miscellaneous and contingencies (1.5%)	9 839 355 XAF	15 000 €

Estimated financing plan, as amended by PADMUN Addendum No. 2, providing for a budget reallocation and an extension of deadlines until March 2025

Rubriques	Amount in FCFA	Amount in EURO
Technical support for museum development	427 683 964 XAF	652 000 €
Execution of emergency works (Provisional sum)	120 040 131 XAF	183 000 €
Management/coordination costs	99 705 464 XAF	152 000 €
Miscellaneous and contingencies (1.5%)	8 527 441 XAF	13 000 €

The disbursements are as follows:

Components	Amount allocated by the Convention (Amendment 2)	Amount in EURO	Total décaissement	Montant en EURO
Technical assistance program	427 683 964 XAF	652 000 €	427 683 964 XAF	652 000 €
Execution of emergency works*	120 040 131 XAF	183 000 €	110 040 131 XAF	167 755 €
Project management and coordination*	99 705 464 XAF	152 000 €	108 664 175 XAF	165 657€
Miscellaneous and unforeseen items	8 527 441 XAF	13 000 €	4 990 000 XAF	7 607 €
Total	**655 957 000 XAF**	**1 000 000 €**	**651 378 270 XAF**	**993 020 €**

It should be noted that, pursuant to letter No. 2025/YAO/MCSL/JC/an/0277-25, which provided a notice of no-objection regarding the reallocation of remaining funds, the balances from the "emergency works" line item were reallocated to the "project management and coordination" line item.

Phase 2

Selection of Consultants : Call for the Expression of Interest PADMUN

Components	Amount in FCFA	Amount in EURO
Component 1: Technical Assistance and Project Management Support (Expertise France)	391 606 329	597 000
Component 2: Execution of development works and procurement of equipment	196 787 100	300 000
Component 3: Management / coordination costs	67 563 571	103 000
TOTAL	**655 957 000**	**1 000 000**

The estimated budget for the service is CFA 30,000,000 (thirty million CFA francs).

The Minister of Finance invites Applicants to express their interest in providing the Services described above.

This Call for Expressions of Interest is addressed to design audit firms.

The eligibility criteria for AFD financing are specified in Article 1.3 of the "Guidelines for the Award of Procurement Financed by the AFD in Foreign States", available online on the AFD website: http://www.afd.fr

Application File:

Candidates interested in this Call for Expressions of Interest must provide, at a minimum:

- ✓ A cover letter, duly signed and dated;
- ✓ A signed Declaration of Integrity (see attached Annex 1; also available at the offices of the Contracting Authority and on the AFD website: http://www.afd.fr);
- ✓ A consortium agreement or a letter of intent to form a consortium, along with the authorization for the lead representative, where applicable;
- ✓ Administrative documents (organizational chart, tax compliance certificate, and a certificate confirming non-exclusion from public procurement contracts);
- ✓ References (audits of projects carried out in sub-Saharan Africa, specifically in Cameroon).

N.B.

a) To be considered valid, each reference regarding accounting and financial audit services must be substantiated by:

1. **The first and last pages of the contract, as well as any other page(s) indicating the contract value and the total project funding amount;**
2. **A copy of the handover/acceptance report, a certificate of satisfactory completion issued by the Contracting Authority, or a document confirming the release of the performance bond;**
3. **Proof that the audited projects had a total funding amount comparable to that of PADMUN.**

For each reference, the copies of the first and last pages—along with the handover/acceptance report, certificate of satisfactory completion, or the document confirming the release of the performance bond—must be grouped together and separated from other references by colored dividers.

b) An entity cannot be a member of more than one grouping.

Candidates may submit only one application, either in their own name or as part of a consortium.

If a Candidate (including a member of a consortium) submits or participates in multiple applications, those applications will be disqualified. However, the same subcontractor may participate in multiple applications.

NB : If the Candidate is formed as a Consortium, the Expression of Interest must include:

- ✓ **a copy of the Grouping agreement concluded by all of its members, or**
- ✓ **a letter of intent to form a Grouping, signed by all its members and accompanied by a copy of the proposed Grouping agreement.**

In the absence of this document, the other members will be considered as Subcontractors.

The references and qualifications of Subcontractors are not taken into account in the evaluation of applications.

Interested Candidates must provide information demonstrating that they are qualified and experienced to perform these Services. As such, they will justify that they have references of recent and similar services.

The similar character of the references will be analyzed according to:

- ✓ Scale of contracts: Candidates must provide references for auditing public projects or programs with a total funding amount comparable to that of the PADMUN project (650 millions), carried out in Sub-Saharan Africa over the past five years;
- ✓ Nature of services: Technical, accounting, or financial audit;
- ✓ Field and technical expertise: Candidates must provide audit references demonstrating the deployment of a team of expert auditors and specify the organizational structure regarding the mobilization of the various expert profiles involved;
- ✓ Geographical context: Candidates must provide references from Sub-Saharan Africa; references regarding assignments in Cameroon will be particularly valued.

The language used in the context of these services may be in English or in French.

The Ministry of Finance will draw up a shortlist of a maximum of six (6) Candidates, pre-selected on the basis of the applications received, to whom it will send the Request for Proposals for the performance of the Services required.

Applications written in French or English will be submitted in four (04) copies including (01) original and three (03) copies marked as such ("copy") in a closed and sealed envelope at STADE-C2D s/c of Ministry of Finance located in Nlongkak opposite WHO on the ground floor of the OYILI building, no later than 01 DEC 2026 15 hours. The application file will also include a digital version of the offer, placed on a USB key or CD-rom. Applications should bear the following statement:

N° ……/AAMI/MINFI/CTB-C2D/STADE-C2D/ 2025 OF 28 OCT 2026 FOR THE SELECTION OF A FIRM TO CONDUCT THE ACCOUNTING AND FINANCIAL AUDIT OF THE PROJECT TO SUPPORT THE DEVELOPMENT OF THE NATIONAL MUSEUM OF YAOUNDE (PADMUN) FOR THE 2026 AND 2027 FISCAL YEARS, AND FOR THE PROJECT CLOSURE.

« NB : To be opened only during the bid opening session ».

Interested Candidates can obtain additional information at the address and at the times mentioned below: Additional information can be obtained during working hours at the Ministry of Finance – STADE-C2D, located in Nlongkak opposite Former OMS on the ground floor of the OYILI building, BP: 33232 Yaoundé, Tel. : (237) 22 20 30 58, Email: minfi_ctb_stadec2d@yahoo.com.

Yaounde, the 28 OCT 2026

THE MINISTER OF FINANCE
PROJECT OWNER OF C2D STEERING

Ampliations :

- SOPECAM (pour publication)
- ARMP (pour publication)
- DG MARKET (pour publication)
- MINFI
- CHRONO
- ARCHIVES
- AFFICHAGE

Annex to the Expression of Interest

(To be provided signed with the application, without modification of the text)

Statement of Integrity, Eligibility and Environmental and Social Responsibility

Title of the offer or proposal---------- (the "Contract")

To:---------- (the "Project Owner")

1. We acknowledge and accept that the French Development Agency (AFD) only finances the Client's projects on its own terms which are determined by the Financing Agreement which binds it directly or indirectly to the Client. The Contracting Authority retains exclusive responsibility for the preparation and implementation of the Procurement process and its execution. As a result, there can be no legal relationship between AFD and our company, our group, and our subcontractors. Depending on whether it is a contract for works, supplies, equipment, intellectual services (consultants) or other services, the Contracting Authority may also be referred to as the Client, Contractor or Buyer.
2. We certify that neither we, nor anyone acting on our behalf, nor any of our group members, nor any of our subcontractors, are in any of the following situations:
   - 2.1 Be in a state or have been the subject of bankruptcy, liquidation, judicial settlement, safeguard, cessation of activity, or be in any analogous situation resulting from a procedure of the same nature;
   - 2.2 Have been the subject, for less than five years, of a final administrative sanction, a final conviction pronounced by a competent authority, or any other out-of-court resolution having in particular an extinguishing effect of the public prosecution, either (i) in the country in which we are established, (ii) in the country where the Contract was performed, (iii) in the context of the award or performance of a contract financed by the AFD, (iv) issued by an institution of the European Union or (v) issued by a competent authority in France, for:
     - a) Prohibited Practices, as defined in Article 6.1 below, or for any offence committed in the context of the award or performance of a contract (in the event of such a sanction, conviction, or out-of-court resolution, we have the possibility of attaching additional information, such as a compliance program, to this Integrity Statement, to justify that we (or the person acting on our behalf, the member of our group, or our subcontractor) consider that the sanction, conviction or resolution is not relevant to the Contract, if applicable);
     - b) participation in a criminal organisation, terrorist offences or offences related to terrorist activities, child labour, or other offences related to trafficking in human beings;;
     - c) have created an entity in a different jurisdiction with the intention of evading tax, social security or any other legal obligation applicable in the territory in which its registered office, central administration or principal place of business is located or (ii) for the fact of being an entity created with the intention of avoiding such obligations;;
   - 2.3 Have been the subject of a termination pronounced at its exclusive fault in the last five years due to a serious or persistent breach of its contractual obligations during the performance of a contract, provided that this termination has not been the subject of a dispute on its part that is being processed or that has given rise to a court decision reversing the termination at its exclusive fault;
   - 2.4 Be the subject of an ineligibility measure taken by one of the multilateral development banks that are signatories to the mutual recognition agreement of 9 April 2010 (in the event of such an ineligibility measure, we may attach to this Integrity Statement additional information that would allow it to be considered that this ineligibility measure is not relevant in the context of the Contract), if applicable;;
   - 2.5 Have not fulfilled our obligations relating to the payment of taxes or social security contributions in accordance with the legal provisions of our country of establishment, or those of the country of the Project Owner;

2.6 Producing false documents or making false statement(s) by providing the information required by the Employer in connection with this Contract award and award process.

3. We certify that neither we, nor anyone acting on our behalf2, nor any of our group members, nor any of our subcontractors, nor our direct or indirect shareholders, nor our subsidiaries, acting with our knowledge or consent::
   3.1 is directly or indirectly targeted, controlled by, or acts in the name of or on behalf of a person or entity subject to individual sanctions measures adopted by the United Nations, the European Union and/or France;
   3.2 is directly or indirectly targeted, controlled by, or acts in the name of or on behalf of a person or entity subject to sectoral sanctions measures adopted by the United Nations, the European Union and/or France;
   3.3 is ineligible for the implementation of the project due to any other international sanctions measure pronounced by the United Nations, the European Union or France.

4. We certify that neither we, nor anyone acting on our behalf2, nor any of the members of our consortium, nor any of our subcontractors, are [nor have we been (in the event of the refinancing of a contract already awarded)] in any of the following situations of conflict of interest:
   4.1 Be a shareholder controlling the Project Owner or a subsidiary controlled by the Project Owner, unless the resulting conflict has been brought to the attention of AFD and resolved to its satisfaction;
   4.2 Have a business or family relationship with a member of the Client's services involved in the procurement process or the supervision of the resulting Contract, unless the resulting conflict has been brought to the attention of AFD and resolved to its satisfaction;
   4.3 Control or be controlled by another candidate, tenderer or consultant, be under the control of the same company as another candidate, tenderer or consultant, receive from another candidate, tenderer or consultant or award grants directly or indirectly to another candidate, tencerer or consultant, have the same legal representative as another candidate, tenderer or consultant, directly or indirectly maintain contacts with another candidate, tenderer or consultant allowing us (i) to have given, and/or to give access to information contained in our respective applications, tenders or proposals likely to distort competition, (ii) to influence them, or (iii) to influence the decisions of the Client;
   4.4 Be engaged for an intellectual services mission which, by its nature, is or could be incompatible with the mission envisaged on behalf of the Project Owner;
   4.5 Have prepared, or have been associated with a natural or legal person who has prepared specifications, terms of reference and other documents that have been used in the context of the procedure for the award of this Contract, and which contain provisions likely to favour an application, offer or proposal;
   4.6 Have access or had access to, have prepared oneself, be or have been associated with a natural or legal person who has access, had access to, or prepared specifications, plans, calculations, studies and other documents that have not been communicated to all candidates, tenderers or consultants in the context of this Procurement, and which thus confer an undue competitive advantage;
   4.7 In the case of a procedure for the award of a Contract for works, equipment or supplies, be recruited yourself, or must be recruited (or that one of the companies with which we are affiliated is, or must be), to supervise or control the services in the context of the Contract.

5. If we are a public institution or a public company, in order to participate in a competitive tendering procedure, we certify that we have legal and financial autonomy and that we are managed according to the rules of commercial law.

6. As part of the award and performance of the Contract:
   6.1 Neither we, nor anyone acting on our behalf2, nor any of the members of our group, nor any of our subcontractors, have committed or will commit any Prohibited Practices as defined in the document entitled "AFD Group's General Policy on the Prevention and Fight against Prohibited Practices", available on AFD's website.
   6.2 Neither we, nor anyone acting on our behalf2, nor any of our consortium members, nor any of our subcontractors, will acquire or supply [have acquired or supplied (in the case of refinancing of a contract already awarded)] any equipment or intervene [have intervened (in the case of refinancing of a contract already awarded)] in areas under UN embargo, of the European Union or France.

7. We undertake to, and we undertake to, anyone acting on our behalf2, any member of our group, any subcontractor undertake to:

7.1 comply with the environmental standards recognized by the international community, including the international conventions for the protection of the environment, and in particular to take all reasonable measures to avoid or limit the adverse effects on vegetation, biodiversity, soil, groundwater and surface water tables, and on people and property, resulting from pollution, noise, vibration, traffic and other effects resulting from our activities, consistent with the laws and regulations applicable in the country where the Contract is carried out.

7.2 implement environmental and social risk mitigation measures where indicated in the environmental and social management plan provided by the Employer, and that emissions, surface discharges and effluents produced by our activities comply with the limits, specifications or requirements applicable to the Market.

7.3 respect workers' rights relating to wages, working hours, rest and holidays, overtime, minimum age, regular payments, compensation and benefits in accordance with internationally recognised standards, including the fundamental conventions of the International Labour Organisation (ILO), in line with the laws and regulations applicable to the country where the Market is carried out; indicate these elements in a document annexed to the employment contracts of our employees and at the disposal of the Client; and respect and facilitate workers' rights to organize and set up a complaint handling mechanism for direct or indirect workers.

7.4 Establish practices of non-discrimination and equal opportunities, and ensure the prohibition of child labour and forced labour.

7.5 maintain a record for each local staff member of the hours worked by each person, the type of work, the wages paid and the training attended, and that these records are available at all times for review by the Employer and authorized government officials, in compliance with the laws and regulations applicable to the protection of personal data in the country where the Contract is performed.

8. We, whoever acting on our behalf, the members of our consortium, our subcontractors, our direct or indirect shareholders, and our subsidiaries, authorize AFD to conduct investigations, and in particular to examine the documents and accounting documents relating to the award and performance of the Contract, including, but not limited to, our internal processes and procedures related to compliance with international sanctions imposed by the United Nations, the European Union and/or France, and to have them verified by auditors appointed by the AFD.

9. We declare that we have paid, or will pay, commissions, benefits, fees, gratuities or costs in connection with the procurement process or the performance of the Contract for the benefit of the following third party(ies) (such as an intermediary/agent)(*):

Name of Beneficiary	Contacts	Motive	Amount (Precise the currency)

(*): If no amount has been paid or is not to be paid, indicate "None".

10. We undertake to communicate without delay to the Client, who will inform AFD, any change in the situation with regard to the foregoing points, including in the event of any sanction or embargo measure adopted by the United Nations, the European Union and/or France following our signature of this Declaration.

Name: ---------- As: ----------

Duly authorized to sign for and on behalf of: ----------

Signature : ----------

Dated : ----------